

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

Aucune information.

### 6.2.2 Publication

#### Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés

L'Autorité des marchés financiers publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés.*

Vous trouverez également ci-joint au présent bulletin, le texte révisé, en versions française et anglaise, de la Modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés.*

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 331.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières* et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec* ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Serge Boisvert  
Coordonnateur expert à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4358  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[serge.boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:serge.boisvert@lautorite.qc.ca)

Roland Geiling  
Analyste en produits dérivés  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4323  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[roland.geiling@lautorite.qc.ca](mailto:roland.geiling@lautorite.qc.ca)

Marie-Andrée Beaulieu  
Analyste experte à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4369  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca](mailto:marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca)

**Le 19 février 2026**

Canadian Securities  
AdministratorsAutorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## Avis de publication des ACVM

### *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*

### *Modification de l'Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*

Le 19 février 2026

#### Introduction

Aujourd'hui, les autorités en valeurs mobilières (collectivement, les **autorités** ou **nous**) membres des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les **ACVM**) de la Colombie-Britannique, de l'Alberta, de la Saskatchewan, de l'Ontario, du Québec, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest (les **autorités participantes**) mettent en œuvre les textes suivants :

- le *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* (le **règlement**);
- la modification de l'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* (l'**instruction générale**).

Le texte de modification du règlement et de modification de l'instruction générale est publié avec le présent avis et peut être consulté sur les sites Web des autorités participantes, notamment les suivantes :

[lautorite.qc.ca](http://lautorite.qc.ca)

[asc.ca](http://asc.ca)

[besc.bc.ca](http://besc.bc.ca)

[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)

[fcnb.ca](http://fcnb.ca)

[osc.ca](http://osc.ca)

[fcaa.gov.sk.ca](http://fcaa.gov.sk.ca)

[yukon.ca](http://yukon.ca)

[justice.gov.nt.ca](http://justice.gov.nt.ca)

Dans le territoire de certaines autorités participantes, la mise en œuvre de la modification du règlement et de la modification de l'instruction générale nécessite l'approbation ministérielle. Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations requises, leur entrée en vigueur aura lieu le 5 mai 2026.

-2-

## Objet

À l'heure actuelle, le règlement prévoit un régime général de désignation et de réglementation d'indices de référence et de leurs administrateurs, ainsi que de réglementation des contributeurs d'indice de référence et de certains utilisateurs de ces indices.

La modification du règlement a les effets suivants :

1. elle transforme les obligations suivantes relativement aux rapports d'assurance (les **obligations modifiées**) :
  - les articles 32 et 33, qui s'appliquent aux indices de référence essentiels désignés;
  - les articles 36, 37 et 38, qui s'appliquent aux taux d'intérêt de référence désignés;
  - l'article 40.13, qui s'applique aux indices de référence de marchandises désignés;
2. elle introduit une nouvelle obligation à l'article 13.1 qui s'appliquera à tout indice de référence désigné qui n'est pas un indice de référence de marchandises désigné, un indice de référence essentiel désigné ou un taux d'intérêt de référence désigné (par exemple, si une autorité devait désigner un indice boursier, un indice de référence de cryptoactifs qui n'est pas un indice de référence de marchandises ou un taux à terme de référence qui n'est pas un taux d'intérêt de référence).

La modification de l'instruction générale en change le libellé à l'égard des rapports d'assurance.

Le 30 mai 2024, un avis de consultation des ACVM a été publié (**l'avis de mai 2024**) concernant le projet de *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* et de modification de l'instruction générale connexe en lien avec les rapports d'assurance.

Les obligations modifiées visent à résoudre les problèmes techniques qu'ont rencontré les cabinets d'experts-comptables chargés de préparer des rapports d'assurance en 2022 pour Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (**RBSL**), à titre d'administrateur d'indice de référence désigné du taux Canadian Dollar Offered Rate (le **taux CDOR**), et pour les six banques canadiennes qui en étaient les contributrices<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> L'Autorité des marchés financiers (l'**AMF**) et la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (la **CVMO**) avaient chacune désigné le taux CDOR à titre d'indice de référence essentiel désigné et de taux d'intérêt de référence désigné, et RBSL, comme son administrateur pour l'application du règlement. Après l'abandon de ce taux suivant sa publication finale le 28 juin 2024, l'AMF et la CVMO ont rendu des décisions le révoquant ainsi que son administrateur.

- On peut consulter la décision de l'AMF à l'adresse suivante : <https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/professionnels/structures-marche/indice-reference/2024-PDG-0044.pdf>.

-3-

- Ces problèmes techniques résidaient dans la façon dont le règlement définissait l'expression « rapport d'assurance limitée » et faisait mention des Normes canadiennes de missions de certification 3000, 3001, 3530 et 3531.
- Bien qu'en 2022, le personnel des ACVM ait indiqué aux cabinets d'experts-comptables des manières de résoudre les problèmes techniques pour ainsi leur permettre de préparer les rapports d'assurance de l'année, il met aujourd'hui en œuvre les obligations relatives à ces rapports afin de réduire l'incertitude pour les parties tenues de les établir.
- Nous avons fait en sorte que les obligations modifiées fonctionneront également pour les cabinets d'experts-comptables qui appliquent la Norme internationale de missions d'assurance 3000.

On trouvera dans l'avis de mai 2024 de plus amples détails sur la raison d'être de la modification du règlement et de celle de l'instruction générale.

### Contexte

Les autorités ayant pris le règlement ont aussi conclu un protocole d'entente (le **protocole**)<sup>2</sup> concernant la surveillance des indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés, y compris le traitement des demandes de désignation. Le protocole prévoit les modalités de coopération et de coordination des efforts des autorités en ce sens, afin de garantir la cohérence, l'efficacité et l'efficacité de la surveillance globale, ainsi que le traitement efficient et efficace des demandes.

À l'heure actuelle, l'AMF et la CVMO ont uniquement désigné le taux CORRA à terme à titre de taux d'intérêt de référence désigné, et CanDeal Benchmark Administration Services Inc. (CBAS) en tant que son administrateur pour l'application du règlement. En vertu du protocole, elles en sont les autorités coresponsables.

Pour le moment, aucune autre autorité n'a désigné de tel indice ou administrateur.

### Résumé des commentaires écrits reçus par les ACVM

La période de consultation relative à l'avis de mai 2024 a pris fin le 28 août 2024. Nous avons reçu un mémoire. Nous l'avons étudié et remercions l'intervenant de sa participation.

- 
- On peut consulter celle de la CVMO à l'adresse suivante : [https://www.osc.ca/sites/default/files/2024-07/ord\\_20240718\\_refinitiv-benchmark-services.pdf](https://www.osc.ca/sites/default/files/2024-07/ord_20240718_refinitiv-benchmark-services.pdf).

<sup>2</sup> Un exemplaire du protocole est affiché au [https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/professionnels/structures-marche/indice-reference/protocole-entente-indices-reference-administrateurs-designes\\_fr.pdf](https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/professionnels/structures-marche/indice-reference/protocole-entente-indices-reference-administrateurs-designes_fr.pdf)

-4-

- L'Annexe A du présent avis renferme le nom de l'intervenant et un résumé de ses commentaires, accompagné de nos réponses.
- Il est possible de consulter le mémoire sur le site Web de la CVMO au [www.osc.ca](http://www.osc.ca), de l'AMF au [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) et de l'Alberta Securities Commission au [www.asc.ca](http://www.asc.ca).

### Résumé des changements apportés à la modification du règlement et à la modification de l'instruction générale

Les modifications du règlement et de l'instruction générale sont publiées avec le présent avis.

Parmi les changements notables, on compte les suivants :

- **Simplification du langage** – Nous avons révisé le projet de modification du règlement pour en simplifier le langage en précisant ce qui suit :
  - le fait que le premier rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles d'un indice de référence désigné doit être fourni dans un délai précis (qui varie selon le cas) après la désignation de l'indice;
  - la période applicable à chaque rapport d'assurance;
  - le fait que le rapport d'assurance d'une période applicable doit être fourni au plus tard 90 jours après le dernier jour de cette période.

Nous avons également révisé le libellé de l'instruction générale aux fins suivantes :

- indiquer qu'à l'avenir, nous ferons généralement en sorte que toute désignation d'indice de référence se produise à la fin d'un mois, de manière à faciliter la détermination des périodes applicables aux futurs rapports d'assurance requis à l'égard de l'indice de référence désigné en question en vertu du règlement;
  - donner des exemples de périodes applicables dans le cas d'un premier rapport d'assurance et d'un rapport subséquent.
- **Mentions du code de conduite des contributeurs d'indice de référence** – Vu la simplification du libellé, les dispositions prévoyant le calendrier du premier rapport d'assurance à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné avec contributeur d'indice de référence, aux nouveaux sous-paragraphes *i* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 36 et *a* du paragraphe 2 de l'article 38 du règlement, ne font plus mention de l'instauration d'un code de conduite des contributeurs.
    - Le langage simplifié prévoit que ce premier rapport doit être préparé six mois après la désignation du taux et couvrir une période rétrospective de trois mois.
    - De plus, nous avons indiqué dans les nouveaux sous-paragraphes *b* du paragraphe 1 de l'article 36 et *c* du paragraphe 1 de l'article 37 que le code de conduite, visé à l'article 23 du règlement, doit être traité dans le rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles. Nous avons changé la définition d'« obligations visées » selon le règlement en conséquence.

Nous avons par ailleurs révisé le libellé de l'instruction générale, indiquant que nous nous attendons à ce que le code de conduite soit mis en œuvre rapidement après la désignation du taux

-5-

d'intérêt de référence désigné, vu l'obligation de fournir le premier rapport d'assurance sur le taux prévue aux nouveaux sous-paragraphes *i* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 36 et *a* du paragraphe 2 de l'article 38 du règlement.

- **Indices de référence essentiels** – En ce qui a trait au calendrier de fourniture des rapports d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard des indices de référence essentiels désignés, nous avons révisé le nouveau paragraphe 2 de l'article 32 du règlement pour préciser la période applicable au premier rapport et à tout rapport subséquent.
- **Indices de référence de marchandises** – Quant au calendrier de fourniture des rapports d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard des indices de référence de marchandises désignés, nous avons reformulé le nouveau paragraphe 2 de l'article 40.13 du règlement pour préciser la période applicable au premier rapport et à tout rapport subséquent.
- **Dispositions transitoires** – Nous avons ajouté des dispositions transitoires aux articles 10, 11 et 12 du règlement modificatif qui s'appliqueront à l'égard des taux d'intérêt de référence sans contributeur d'indice de référence qui ont été désignés avant l'entrée en vigueur de la modification du règlement.

### Contenu des annexes

Le présent avis comprend l'annexe suivante :

Annexe A : Résumé des commentaires et réponses des ACVM

### Questions

Veuillez adresser vos questions à l'une des personnes suivantes :

Serge Boisvert  
Coordonnateur expert à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4358  
[serge.boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:serge.boisvert@lautorite.qc.ca)

Roland Geiling  
Analyste en produits dérivés  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4323  
[roland.geiling@lautorite.qc.ca](mailto:roland.geiling@lautorite.qc.ca)

Marie-Andrée Beaulieu  
Analyste experte à la réglementation  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4369  
[marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca](mailto:marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca)

-6-

Michael Bennett  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-8079  
[mbennett@osc.ca](mailto:mbennett@osc.ca)

Darren Sutherland  
Senior Accountant, Corporate Finance  
Commission des valeurs mobilières de l'Ontario  
416 593-8234  
[dsutherland@osc.ca](mailto:dsutherland@osc.ca)

Harvey Steblyk  
Senior Legal Counsel, Market Regulation  
Alberta Securities Commission  
403 297-2468  
[harvey.steblyk@asc.ca](mailto:harvey.steblyk@asc.ca)

Janice Cherniak  
Senior Legal Counsel, Market Regulation  
Alberta Securities Commission  
403 585-6271  
[janice.cherniak@asc.ca](mailto:janice.cherniak@asc.ca)

Michael Brady  
Deputy Director, Capital Markets  
Regulation  
British Columbia Securities Commission  
604 899-6561  
[mbrady@bcsc.bc.ca](mailto:mbrady@bcsc.bc.ca)

Faisal Kirmani  
Senior Analyst, Derivatives  
British Columbia Securities Commission  
604 899-6844  
[fkirmani@bcsc.bc.ca](mailto:fkirmani@bcsc.bc.ca)

## ANNEXE A

## RÉSUMÉ DES COMMENTAIRES ET RÉPONSES DES ACVM

**A. Liste des intervenants**

CanDeal Benchmark Administration Services Inc.

**B. Expressions définies**

Dans la présente annexe, on entend par :

« **modification du règlement** » : le *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* publié avec le présent avis;

« **projet de modification** » : le projet de *Règlement modifiant le Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* publié pour consultation le 30 mai 2024;

« **règlement** » : le *Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés*.

**C. Projet de modification***Commentaires sur le projet de modification*

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
1.	Calendrier de fourniture du premier rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles d'un indice de référence désigné	L'intervenant est reconnaissant du fait que le projet de modification précise que l'administrateur d'indice de référence désigné à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné peut utiliser la date de désignation de celui-ci pour connaître le délai d'établissement de son premier rapport d'assurance	Nous remercions l'intervenant de son commentaire en faveur de la mention de la « désignation du taux » dans ce qui constitue désormais les nouveaux sous-paragraphes <i>i</i> et <i>ii</i> du sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 2 de l'article 36 du règlement.

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
		raisonnable sur les contrôles.	<p>Nous tenons à souligner que ce qui constitue maintenant le nouveau sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 2 de l'article 13.1 du règlement renferme une mention semblable à l'égard de l'administrateur d'indice de référence désigné assujetti à ce nouvel article.</p> <p>Il en va de même pour ce qui est désormais le nouveau sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 2 de l'article 38 du règlement concernant le premier rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles du contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné.</p> <p>Pour des raisons d'uniformité, nous avons apporté une modification semblable à l'égard des indices de référence essentiels désignés et des indices de référence de marchandises désignés au nouveau sous-paragraphe <i>a</i> du paragraphe 2 des articles 32 et 40.13, respectivement.</p> <p>Nous avons également ajouté des dispositions transitoires aux articles 10, 11 et 12 du projet de modification qui s'appliqueront à l'égard du taux d'intérêt de référence sans contributeur d'indice de référence qui a été désigné avant la date d'entrée en vigueur de la modification du</p>

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
			règlement.
2.	Délai à l'intérieur duquel l'expert-comptable doit fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles	L'intervenant se réjouit des clarifications apportées au projet de modification concernant le délai pour effectuer des examens d'assurance raisonnable et pour que l'expert-comptable fournisse le rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de l'administrateur d'indice de référence désigné.	Nous remercions l'intervenant de son commentaire en faveur de la clarification du projet de modification.

**Questions figurant dans l'Avis de consultation des ACVM publié le 30 mai 2024 relativement au projet de modification**

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
1.	<i>Obligations modifiées en matière de rapports d'assurance</i> – Conformément au projet de modification, un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles doit indiquer si ceux-ci ont fonctionné de façon efficace au cours de « la période applicable ». Pour le premier rapport à fournir relativement à un indice de référence essentiel désigné ou un taux d'intérêt de référence désigné, la période applicable correspond à une période rétrospective de trois mois. Est-elle appropriée? <sup>1</sup>	<p>Selon l'intervenant, une telle période est appropriée.</p> <p>Il estime que l'administrateur d'indice de référence désigné ne devrait démarrer ses activités qu'après avoir mis en place des contrôles de base rigoureux qui fonctionnent efficacement. Il ajoute que, bien que ces contrôles puissent être bonifiés au fil du temps, ils devraient être en place et mis à l'essai au cours des six premiers mois suivant la désignation de l'indice de référence.</p>	<p>Nous remercions l'intervenant de son commentaire.</p> <p>À notre avis, la période rétrospective proposée pour le premier rapport d'assurance raisonnable permettra de faire en sorte que des contrôles pertinents seront en place et fonctionneront efficacement durant une période appropriée après la désignation et ce, sans imposer de fardeau indu à l'administrateur d'indice de référence concerné.</p>

<sup>1</sup> Le projet de modification prévoit ce qui suit :

- pour le premier rapport d'assurance relatif à un indice de référence désigné, la période applicable est de trois mois, comme le prévoient les dispositions modifiées suivantes, selon le cas : le sous-paragraphe *a* du paragraphe 4 des articles 13.1, 32, 36, 38 et 40.13;

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
2.	<p><i>Obligations modifiées en matière de rapports d'assurance</i> – Les projets de paragraphe 2 des articles 33 et 37 du règlement prévoient que le contributeur d'indice de référence doit veiller à ce que l'expert-comptable lui fournisse le rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles dans les 90 jours suivant la demande du comité de surveillance. Ce délai est-il suffisant? Devrait-il être abrégé?</p>	<p>Nous n'avons reçu aucun commentaire sur cette question.</p>	<p>Sans objet.</p>
3.	<p><i>Nouvelle disposition relative aux rapports d'assurance</i> – Mise en contexte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les dispositions relatives aux rapports d'assurance incluses dans la version actuelle du règlement ne s'appliquent qu'aux indices de référence de marchandises désignés, aux indices de référence essentiels désignés et aux taux d'intérêt de référence désignés;</li> <li>• le projet de modification du règlement vient ajouter une disposition relativement à ces rapports (soit le projet d'article 13.1) qui s'appliquerait</li> </ul>	<p>Nous n'avons reçu aucun commentaire sur cette question.</p>	<p>Sans objet.</p>

- cette période abrégée de trois mois a pour objectif de reconnaître que l'administrateur d'indice de référence désigné peut avoir besoin de temps pour établir et mettre en place les politiques, les procédures et les contrôles prévus par le règlement au cours des 12 premiers mois après leur conception ainsi que pour corriger les bogues;
- le règlement ne devrait exiger un rapport d'assurance qu'après la correction des bogues par l'administrateur d'indice de référence désigné, soit dans les trois derniers mois de la période de 12 mois en question.

N°	Sujet	Résumé des commentaires	Réponse des ACVM
	<p>à tout autre indice de référence désigné par voie de décision d'une autorité (par exemple, un indice de référence de cryptoactifs qui n'est pas un indice de référence de marchandises ou un taux à terme de référence qui n'est pas un taux d'intérêt de référence).</p> <p>Dans ce contexte :</p> <p>a) croyez-vous que le projet d'article 13.1 du règlement est approprié?</p> <p>b) proposeriez-vous un autre type de rapport d'assurance qui pourrait convenir davantage à un indice de référence de cryptoactifs tout en procurant un degré suffisant d'assurance à l'expert-comptable pour se prononcer sur l'efficacité du fonctionnement des contrôles?</p>		
4.	<p><i>Nouvelle disposition relative aux rapports d'assurance</i> – Quels sont les problèmes auxquels les cabinets d'experts-comptables pourraient être confrontés dans la délivrance d'un rapport d'assurance sur un indice de référence de cryptoactifs et qu'ils ne rencontreraient pas s'il s'agissait d'un indice de référence de marchandises ou d'un taux d'intérêt de référence?</p>	<p>Nous n'avons reçu aucun commentaire sur cette question.</p>	<p>Sans objet.</p>

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS

Loi sur les valeurs mobilières

(chapitre V-1.1, a. 186.2.0.1, a. 331.1, par. 1°, 3°, 9.3°, 9.5°, 9.6°, 19°, 19.1° et a. 333)

1. L'article 1 du Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés (chapitre V-1.1, r. 8.2) est modifié, dans le paragraphe 1 :

1° par la suppression des définitions de « NCMC 3000 », de « NCMC 3001 », de « NCMC 3530 », de « NCMC 3531 » et de « Norme ISAE 3000 »;

2° dans la définition de « obligations visées » :

a) par l'insertion, après ce qui précède le sous-paragraphe *a*, du sous-paragraphe suivant :

« *a.0*) les sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 13.1; »;

b) par le remplacement, dans les sous-paragraphes *c* et *d*, de « sous-paragraphes *a* et *b* » par « sous-paragraphes *a* à *c* »;

3° par le remplacement des définitions de « rapport d'assurance limitée sur la conformité » et de « rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » par la suivante :

« rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » : le rapport préparé selon une assurance raisonnable qui remplit les critères suivants :

a) il est établi par un expert-comptable et porte sur la déclaration d'une personne physique ou de la direction d'une personne, selon le cas, qui réunit les conditions suivantes :

i) elle a trait à la description, à la conception et à la mise en place de politiques, de procédures et de contrôles par la personne physique ou la direction à l'égard des obligations visées applicables;

ii) elle indique si ces politiques, procédures et contrôles ont fonctionné de façon efficace au cours de la période applicable;

b) il est établi conformément à l'un des référentiels suivants :

i) le Manuel de CPA Canada;

ii) les Normes internationales de missions d'assurance établies par le Conseil des normes internationales d'audit et d'assurance, et leurs modifications; ».

2. L'article 5 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2, de « , ainsi qu'aux rapports d'assurance limitée sur la conformité et aux rapports d'assurance raisonnable sur la conformité établis par un expert-comptable » par « ainsi qu'aux rapports d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

3. L'article 7 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans les sous-paragraphes *f* et *g* du paragraphe 8, de « rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité établi par un expert-comptable » par « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

4. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 13, du suivant :

**« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné**

**13.1.** 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque indice de référence désigné qu'il administre qui n'est pas un indice de référence essentiel désigné, un taux d'intérêt de référence désigné ou un indice de référence de marchandises désigné, concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 5, 8 à 16 et 26;
- b) la méthodologie de l'indice de référence désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

- a) dans le cas du premier rapport, la période commençant neuf mois et un jour après la date de désignation de l'indice de référence visé à ce paragraphe et se terminant 12 mois après celle-ci;
- b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 24 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence désigné au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2. ».

5. Les articles 32 et 33 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

**« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné**

**32.** 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque indice de référence essentiel désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 5, 8 à 16 et 26;
- b) la méthodologie de l'indice de référence essentiel désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

- a) dans le cas du premier rapport, la période commençant neuf mois et un jour après la date de la désignation de l'indice de référence visé à ce paragraphe et se terminant 12 mois après celle-ci;
- b) dans le cas de tout autre rapport, la période commençant le premier jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 12 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence désigné au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

**« Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence demandé par le comité de surveillance »**

**33.** 1) Si le comité de surveillance visé à l'article 7 le demande en raison de préoccupations liées à un contributeur d'indice de référence contribuant à un indice de référence essentiel désigné, ce contributeur engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles concernant son respect des éléments suivants :

- a) l'article 24;
- b) la méthodologie de l'indice de référence essentiel désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est de trois, six, neuf ou 12 mois, selon ce qui est précisé dans la demande visée à ce paragraphe.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe au contributeur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la demande visée à ce paragraphe.

4) Pour l'application du paragraphe 1, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé à ce paragraphe aux destinataires suivants au plus tard 100 jours après la demande visée à ce paragraphe :

- a) le comité de surveillance;
- b) le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné qui a établi le comité de surveillance visé au sous-paragraphe a;
- c) l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières. ».

**6.** Les articles 36 à 38 de ce règlement sont remplacés par les suivants :

**« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné »**

**36.** 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

- a) les articles 5, 8 à 16, 26 et 34;
- b) l'article 23, s'il s'agit d'un taux d'intérêt de référence avec contributeur d'indice de référence;
- c) la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

- a) dans le cas du premier rapport, la période suivante :
  - i) s'il s'agit d'un taux d'intérêt de référence avec contributeur d'indice de référence, la période commençant trois mois et un jour après la date de la désignation du taux et se terminant six mois après celle-ci;
  - ii) s'il s'agit d'un taux d'intérêt de référence sans contributeur d'indice de référence, la période commençant neuf mois et un jour après la date de la désignation du taux et se terminant 12 mois après celle-ci;

*b)* dans le cas de tout autre rapport, la période commençant 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 24 mois après celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

**« Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence demandé par le comité de surveillance**

**37.** 1) Si le comité de surveillance visé à l'article 7 le demande en raison de préoccupations liées à un contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné, ce contributeur engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles concernant son respect des éléments suivants :

- a)* les articles 24 et 39;
- b)* la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné;
- c)* le code de conduite visé à l'article 23.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est de trois, six, neuf ou 12 mois, selon ce qui est précisé dans la demande visée à ce paragraphe.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe au contributeur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la demande visée à ce paragraphe.

4) Pour l'application du paragraphe 1, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport visé à ce paragraphe aux destinataires suivants au plus tard 100 jours après la demande visée à ce paragraphe :

- a)* le comité de surveillance;
- b)* le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné qui a établi le comité de surveillance visé au sous-paragraphe *a*;
- c)* l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières.

**« Rapport d'assurance sur le contributeur d'indice de référence exigé à certains moments**

**38.** 1) Le contributeur d'indice de référence contribuant à un taux d'intérêt de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles concernant son respect des éléments suivants :

- a)* les articles 24 et 39;
- b)* la méthodologie du taux d'intérêt de référence désigné;
- c)* le code de conduite visé à l'article 23.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

*a)* dans le cas du premier rapport, la période commençant trois mois et un jour après la date de désignation du taux d'intérêt de référence visé à ce paragraphe et se terminant six mois après celle-ci;

*b)* dans le cas de tout autre rapport, la période commençant 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 24 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe au contributeur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, le contributeur d'indice de référence transmet un exemplaire du rapport aux destinataires suivants au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2 :

*a)* le comité de surveillance visé à l'article 7;

*b)* le conseil d'administration de l'administrateur d'indice de référence désigné qui a établi le comité de surveillance visé au sous-paragraphe *a*;

*c)* l'agent responsable, sauf au Québec, ou l'autorité en valeurs mobilières. ».

7. L'article 39 de ce règlement est modifié par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 8, de « un rapport d'assurance limitée sur la conformité ou un rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » par « un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

8. L'article 40.13 de ce règlement est remplacé par le suivant :

**« Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné**

**40.13.** 1) L'administrateur d'indice de référence désigné engage un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles à l'égard de chaque indice de référence de marchandises désigné qu'il administre, concernant son respect des éléments suivants :

*a)* le paragraphe 1 de l'article 5 ainsi que les articles 11 à 13, 40.3, 40.4, 40.6, 40.7 et 40.9 à 40.12;

*b)* la méthodologie de l'indice de référence de marchandises désigné.

2) Pour l'application du paragraphe 1, la période applicable au rapport visé à ce paragraphe est la suivante :

*a)* dans le cas du premier rapport, la période commençant neuf mois et un jour après la date de désignation de l'indice de référence visé à ce paragraphe et se terminant 12 mois après cette date;

*b)* dans le cas de tout autre rapport, la période commençant un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 12 mois après la fin de celle-ci.

3) Pour l'application du paragraphe 1, la mission de l'expert-comptable prévoit que ce dernier doit fournir le rapport visé à ce paragraphe à l'administrateur d'indice de référence au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2.

4) Pour l'application du paragraphe 1, l'administrateur d'indice de référence désigné publie le rapport et en transmet un exemplaire à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après la fin de la période applicable prévue au paragraphe 2. ».

9. Ce règlement est modifié par le remplacement, partout où ceci se trouve dans les articles 24, 26 et 40.11, de « rapport d'assurance limitée sur la conformité ou rapport d'assurance raisonnable sur la conformité » par « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles ».

#### **Dispositions transitoires**

##### **Période applicable au premier rapport – taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence**

10. Malgré le sous-paragraphe *ii* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 36 de ce règlement qui est prévu par le présent règlement, si un taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence est désigné avant l'entrée en vigueur du présent règlement, la période applicable au premier rapport visé à cette disposition commence le 1<sup>er</sup> mai 2025 et se termine le 30 avril 2026.

##### **Premier rapport – taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence**

11. Malgré le paragraphe 3 de l'article 36 de ce règlement qui est prévu par le présent règlement, si un taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence est désigné avant l'entrée en vigueur du présent règlement, la mission de l'expert-comptable visée au paragraphe 1 de cet article prévoit que ce dernier doit fournir le premier rapport visé à cette disposition à l'administrateur d'indice de référence au plus tard 90 jours après l'entrée en vigueur du présent règlement.

##### **Publication et transmission du premier rapport – taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence**

12. Malgré le paragraphe 4 de l'article 36 de ce règlement qui est prévu par le présent règlement, si un taux d'intérêt de référence désigné sans contributeur d'indice de référence est désigné avant l'entrée en vigueur du présent règlement, l'administrateur d'indice de référence désigné publie et transmet le premier rapport visé à ce paragraphe à l'agent responsable, sauf au Québec, ou à l'autorité en valeurs mobilières au plus tard 100 jours après l'entrée en vigueur du présent règlement.

##### **Date d'entrée en vigueur**

13. 1<sup>o</sup> Le présent règlement entre en vigueur le 5 mai 2026.

2<sup>o</sup> En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 5 mai 2026.

**MODIFICATION DE L'INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 25-102 SUR LES INDICES DE RÉFÉRENCE ET ADMINISTRATEURS D'INDICE DE RÉFÉRENCE DÉSIGNÉS**

1. Le chapitre 1 de l'*Instruction générale relative au Règlement 25-102 sur les indices de référence et administrateurs d'indice de référence désignés* est modifié, sous l'intitulé « **Définitions et interprétation** » :

1° par le remplacement, dans le texte anglais du deuxième alinéa de la rubrique intitulée « *Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « données sous-jacentes* », de « s. 1(3) » par « subsection 1(3) »;

2° par le remplacement de la rubrique intitulée « *Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition des expressions « rapport d'assurance limitée sur la conformité » et « rapport d'assurance raisonnable sur la conformité* » » par la suivante :

« *Paragraphe 1 de l'article 1 – Définition de l'expression « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles* »

Le « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » doit être préparé conformément aux Normes canadiennes de missions de certification (NCMC) prévues par le Manuel de CPA Canada ou aux Normes internationales de missions d'assurance (ISAE) applicables, lesquelles exigent que l'expert-comptable qui le prépare soit indépendant.

Dans le règlement, l'expression « Manuel de CPA Canada » s'entend au sens du *Règlement 14-101 sur les définitions*.

Un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles est exigé, selon le cas, en vertu des articles 13.1, 32, 33, 36, 37, 38 et 40.13 du règlement.

- La définition de « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » renvoie aux « obligations visées applicables ». L'expression « obligations visées » est définie au paragraphe 1 de l'article 1 du règlement et renvoie aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 des articles 13.1, 32 et 33, aux sous-paragraphes *a* à *c* du paragraphe 1 des articles 36, 37 et 38 et aux sous-paragraphes *a* et *b* du paragraphe 1 de l'article 40.13.

- La mention de la période de « 12 mois » au sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 des articles 32 et 40.13 du règlement désigne une période de 12 mois consécutifs qui n'a pas nécessairement à correspondre à une année civile ou à un exercice de l'administrateur d'indice de référence désigné.

- La définition de « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles » fait mention de la « période applicable » (expression se rattachant aux mentions de « la période applicable au rapport » au paragraphe 2 des articles 13.1, 32, 33, 36, 37, 38 et 40.13 du règlement). À l'avenir, nous ferons généralement en sorte que toute désignation d'indice de référence se produise à la fin d'un mois, de manière à faciliter la détermination des périodes applicables aux futurs rapports d'assurance requis à l'égard de l'indice en question en vertu du règlement.

- Dans le cas du rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles demandé par le comité de surveillance dont il est question à l'article 33 ou 37 du règlement, le comité de surveillance préciserait le début et la fin de la période applicable au rapport, comme le prévoit le paragraphe 2 de ces articles.

« *Premier rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles et rapports subséquents* »

Les articles 13.1, 32, 36, 38 et 40.13 du règlement précisent le calendrier des rapports d'assurance suivants :

- le premier rapport à produire à l'égard d'un indice de référence désigné suivant sa désignation;

- tout rapport subséquent.

Dans tous les cas, le rapport doit être fourni à l'administrateur de l'indice de référence désigné au plus tard 90 jours après la fin de la période applicable au rapport.

S'agissant du premier rapport d'assurance établi à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné avec contributeur d'indice de référence, la période applicable débute trois mois et un jour après la désignation du taux et prend fin six mois après celle-ci, l'objectif étant que le premier rapport couvre une période rétrospective de trois mois.

En ce qui concerne le premier rapport d'assurance établi à l'égard de tout autre indice de référence désigné, la période applicable débute neuf mois et un jour après la désignation de l'indice et prend fin 12 mois après celle-ci, de sorte que le premier rapport couvre également une période rétrospective de trois mois.

Pour ce qui est d'un indice de référence essentiel désigné ou d'un indice de référence de marchandises désigné, un rapport d'assurance subséquent doit être fourni tous les 12 mois. La période applicable débute un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se termine 12 mois après la fin de celle-ci, le but étant qu'un rapport couvrant une période de 12 mois soit fourni chaque année suivant la production du premier rapport.

Enfin, dans le cas d'un taux d'intérêt de référence désigné ou de tout autre indice de référence désigné (sauf un indice de référence essentiel désigné ou un indice de référence de marchandises désigné), un rapport d'assurance subséquent est exigé tous les 24 mois. La période applicable débute 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se termine 24 après celle-ci, afin qu'un rapport couvrant une période de 12 mois soit fourni tous les deux ans après la production du premier rapport.

#### « Exemples »

À titre d'exemple de rapport d'assurance subséquent requis tous les 12 mois, le paragraphe 2 de l'article 32 du règlement vise l'indice de référence essentiel désigné et dispose que, pour l'application du paragraphe 1 de ce même article, la période applicable au rapport est la suivante :

- dans le cas du premier rapport, la période débutant neuf mois et un jour après la désignation de l'indice et se terminant 12 mois après celle-ci;

- dans le cas de tout rapport subséquent, la période débutant un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se terminant 12 mois après la fin de celle-ci.

#### **Premier rapport**

- Un indice de référence essentiel assujéti à l'article 32 du règlement est désigné le 30 juin 2026.

- La date qui tombe neuf mois et un jour après le 30 juin 2026 est le 1<sup>er</sup> avril 2027.

- La date qui tombe 12 mois après le 30 juin 2026 est le 30 juin 2027.

- La période applicable au premier rapport s'étend donc du 1<sup>er</sup> avril 2027 au 30 juin 2027.

***Prochain rapport subséquent***

- La date qui tombe un jour après le 30 juin 2027 est le 1<sup>er</sup> juillet 2027.
- La date qui tombe 12 mois après le 30 juin 2027 est le 30 juin 2028.
- La période applicable au prochain rapport subséquent s'échelonne donc du 1<sup>er</sup> juillet 2027 au 30 juin 2028.

Comme exemple de rapport d'assurance subséquent exigé tous les 24 mois, le paragraphe 2 de l'article 13.1 du règlement concerne l'indice de référence désigné qui n'est pas un indice de référence essentiel désigné, un taux d'intérêt de référence désigné ou un indice de référence de marchandises désigné et dispose que, pour l'application du paragraphe 1 de ce même article, la période applicable au rapport est la suivante :

- dans le cas du premier rapport, la période qui débute neuf mois et un jour après la désignation de l'indice et prend fin 12 mois après celle-ci;
- dans le cas de tout rapport subséquent, la période qui débute 12 mois et un jour après la fin de la période applicable au rapport précédent et se termine 24 mois après la fin de celle-ci.

***Premier rapport***

- Un indice de référence assujéti à l'article 13.1 du règlement est désigné le 30 juin 2026.
- La date qui tombe neuf mois après le 30 juin 2026 est le 1<sup>er</sup> avril 2027.
- La date qui tombe 12 mois après le 30 juin 2026 est le 30 juin 2027.
- La période applicable au premier rapport s'étend donc du 1<sup>er</sup> avril 2027 au 30 juin 2027.

***Prochain rapport subséquent***

- La date qui tombe 12 mois et un jour après le 30 juin 2027 est le 1<sup>er</sup> juillet 2028.
- La date qui tombe 24 mois après le 30 juin 2027 est le 30 juin 2029.
- La période applicable au prochain rapport subséquent s'échelonne donc du 1<sup>er</sup> juillet 2028 au 30 juin 2029. ».

2. Le chapitre 8 de cette instruction générale est modifié par le remplacement, dans la section 2 et sous l'intitulé « **Paragraphe 1 de l'article 36 – Rapport d'assurance à l'égard d'un taux d'intérêt de référence désigné** », du premier alinéa par les suivants :

« Le paragraphe 1 de l'article 36 du règlement dispose que l'administrateur d'indice de référence désigné doit engager un expert-comptable afin de fournir un rapport d'assurance

raisonnable sur les contrôles concernant son respect de certains articles du règlement et de la méthodologie de chaque taux d'intérêt de référence désigné qu'il administre.

« En vertu du chapitre 23 du règlement, tout taux d'intérêt de référence désigné avec contributeur d'indice de référence doit être accompagné d'un code de conduite des contributeurs. Il est attendu que ce code soit mis en œuvre rapidement après la désignation du taux, vu l'obligation de fournir le premier rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné, prévue au sous-paragraphe *i* du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 36 du règlement, et celle de le fournir sur le contributeur d'indice de référence, prévue au sous-paragraphe *a* du paragraphe 2 de l'article 38. ».

3. Le chapitre 8.1 de cette instruction générale est modifié :

1° par le remplacement, dans le sixième point d'énumération de la rubrique intitulée « **Publication de l'information** », de « rapport d'assurance limitée ou d'un rapport d'assurance raisonnable » par « rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles »;

2° par le remplacement, dans le deuxième alinéa de la rubrique intitulée « **Paragraphes 3 et 4 de l'article 40.1 – Indices de référence de marchandises désignés qui sont également des indices de référence fondés sur des données réglementées désignés** », de « remettre un rapport d'assurance » par « transmettre un rapport d'assurance raisonnable sur les contrôles »;

3° par la suppression de la rubrique intitulée « **Article 40.13 – Rapport d'assurance sur l'administrateur d'indice de référence désigné** ».

**Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators**

The *Autorité des marchés financiers* (the “AMF”) is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators.*

The AMF is also publishing in this Bulletin amended text, in English and French, of the Amendments to *Policy Statement to Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators.*

In Québec, the Regulation will be made under section 331.1 of the *Securities Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

**Additional Information**

Further information is available from:

Serge Boisvert  
Senior Policy Coordinator  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, extension 4358  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[serge.boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:serge.boisvert@lautorite.qc.ca)

Roland Geiling  
Derivatives Product Analyst  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, extension 4323  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[roland.geiling@lautorite.qc.ca](mailto:roland.geiling@lautorite.qc.ca)

Marie-Andrée Beaulieu  
Senior Policy Advisor  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, extension 4369  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca](mailto:marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca)

**February 19, 2026**

Canadian Securities  
AdministratorsAutorités canadiennes  
en valeurs mobilières

## CSA Notice of Publication

### *Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators*

### *Changes to Policy Statement to Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators*

February 19, 2026

#### Introduction

Today, the securities regulatory authorities (collectively the **Authorities** or **we**) of the Canadian Securities Administrators (the **CSA**) in British Columbia, Alberta, Saskatchewan, Ontario, Québec, New Brunswick, Nova Scotia, Yukon and Northwest Territories (the **Participating Jurisdictions**) are adopting:

- *Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators* (**Regulation 25-102** or the **Regulation**), and
- changes to *Policy Statement to Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators* (the **Policy Statement**).

The text of the amendments to Regulation 25-102 (the **Amendments**) and the changes to the Policy Statement (the **Changes**) are published with this notice and will also be available on websites of the Participating Jurisdictions, including:

[autorite.qc.ca](http://autorite.qc.ca)

[asc.ca](http://asc.ca)

[besc.bc.ca](http://besc.bc.ca)

[nssc.novascotia.ca](http://nssc.novascotia.ca)

[fcnb.ca](http://fcnb.ca)

[osc.ca](http://osc.ca)

[fcaa.gov.sk.ca](http://fcaa.gov.sk.ca)

[yukon.ca](http://yukon.ca)

[justice.gov.nt.ca](http://justice.gov.nt.ca)

In some Participating Jurisdictions, Ministerial approvals are required for the implementation of the Amendments and the Changes. Subject to obtaining all necessary approvals, the Amendments and the Changes will come into force on May 5, 2026.

-2-

## Substance and Purpose

Currently, Regulation 25-102 provides a comprehensive regime for the designation and regulation of benchmarks and their administrators, and the regulation of benchmark contributors and of certain benchmark users of designated benchmarks.

The Amendments:

1. revise the following requirements in Regulation 25-102 for assurance reports (the **Revised Assurance Report Requirements**):
  - sections 32 and 33 which apply to designated critical benchmarks,
  - sections 36, 37 and 38 which apply to designated interest rate benchmarks, and
  - section 40.13 which applies to designated commodity benchmarks, and
2. create a new requirement in section 13.1 of Regulation 25-102 that will apply to any designated benchmark that is not a designated commodity benchmark, a designated critical benchmark or a designated interest rate benchmark (e.g., if an Authority were to designate a stock index, a crypto asset benchmark that is not a commodity benchmark or a term rate benchmark that is not an interest rate benchmark).

The Changes revise language in the Policy Statement relating to assurance reports.

On May 30, 2024, we published a CSA Notice and Request for Comment (the **May 2024 Notice**) for the draft amendments to Regulation 25-102 (**Draft Amendments**) and the draft changes to the Policy Statement (the **Draft Changes**) regarding assurance reports.

The Revised Assurance Report Requirements are intended to address technical issues encountered by accounting firms that were engaged to prepare assurance reports in 2022 for Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (**RBSL**) as the designated benchmark administrator of the Canadian Dollar Offered Rate (**CDOR**) and the six Canadian banks that were benchmark contributors to CDOR.<sup>1</sup>

- These technical issues related to the manner in which Regulation 25-102 defined limited assurance reports and referenced the Canadian Standards on Assurance Engagements 3000, 3001, 3530 and 3531.

<sup>1</sup> The Ontario Securities Commission (**OSC**) and the Autorité des marchés financiers (**AMF**) had previously designated CDOR as a designated critical benchmark and a designated interest rate benchmark and RBSL as its designated benchmark administrator for purposes of Regulation 25-102. After CDOR ceased to be published following a final publication on June 28, 2024, the OSC and the AMF subsequently issued orders revoking the designation of CDOR and RBSL.

- A copy of the OSC revocation order is at [https://www.osc.ca/sites/default/files/2024-07/ord\\_20240718\\_refinitiv-benchmark-services.pdf](https://www.osc.ca/sites/default/files/2024-07/ord_20240718_refinitiv-benchmark-services.pdf).
- A copy of the AMF revocation order is at <https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/professionnels/structures-marche/indice-reference/2024-PDG-0044.pdf>.

-3-

- While CSA staff provided guidance in 2022 on how the accounting firms could address the technical issues for purposes of preparing that year's assurance reports, CSA staff are now adopting the Revised Assurance Report Requirements to provide greater certainty to the parties that are required to prepare these reports.
- We sought to ensure that the Revised Assurance Report Requirements will also work for accounting firms that apply International Standard on Assurance Engagements 3000.

Further details about the rationale for the Amendments and the Changes are available in the May 2024 Notice.

## Background

The Authorities that adopted Regulation 25-102 entered into a memorandum of understanding (the **MOU**)<sup>2</sup> respecting the oversight of designated benchmarks and designated benchmark administrators, including the processing of applications for designation. The MOU outlines the manner in which the jurisdictions will cooperate and coordinate their efforts to oversee designated benchmarks and designated benchmark administrators in order to achieve consistency, efficiency and effectiveness in the overall oversight approach, as well as the efficient and effective processing of applications for designation.

Currently, the OSC and the AMF have only designated Term CORRA as a designated interest rate benchmark and CanDeal Benchmark Administration Services Inc. (**CBAS**) as its designated benchmark administrator for purposes of Regulation 25-102. Under the MOU, the OSC and the AMF are co-lead authorities of Term CORRA and CBAS.

No other Authorities have designated any benchmarks or benchmark administrators at this time.

## Summary of Written Comments Received by the CSA

The comment period for the May 2024 Notice ended on August 28, 2024. We received one comment letter. We have considered the comments received and thank the commenter for their input.

- Annex A includes the name of the commenter and a summary of their comments, together with our responses.
- The comment letter can be viewed on the websites of each of the OSC at [www.osc.ca](http://www.osc.ca), the AMF at [www.lautorite.qc.ca](http://www.lautorite.qc.ca) and the Alberta Securities Commission at [www.asc.ca](http://www.asc.ca).

---

<sup>2</sup> A copy of the MOU is at [https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/professionnels/structures-marche/indice-reference/protocole-entente-indices-reference-administrateurs-designes\\_an.pdf](https://lautorite.qc.ca/fileadmin/lautorite/professionnels/structures-marche/indice-reference/protocole-entente-indices-reference-administrateurs-designes_an.pdf).

## Summary of the Changes to the Draft Amendments and the Draft Changes

Amendments to the Regulation and changes to the Policy Statement are published with this Notice.

Notable changes include:

- ***Simplified language*** – We revised the Draft Amendments to include simplified language specifying:
  - that the first reasonable assurance report on controls for a designated benchmark should be provided on a fixed date (as applicable) after the designation of a benchmark,
  - the applicable period for each assurance report, and
  - that an assurance report for an applicable period should be provided no later than 90 days after the last day of that period.

We also included revised language in the Policy Statement to:

- indicate that, in the future, we will generally plan to arrange for any future designation of a benchmark to occur at the end of a month, in order to facilitate the applicable periods for future assurance reports required under Regulation 25-102 for the designated benchmark, and
  - provide examples of an applicable period for a first assurance report and a subsequent report.
- ***References to code of conduct for a benchmark contributor*** – As a result of the simplified language, the timing for the first assurance report in respect of a designated interest rate benchmark with a benchmark contributor in new subparagraph 36(2)(a)(i) and paragraph 38(2)(a) of Regulation 25-102 no longer refers to the introduction of a code of conduct for benchmark contributors.
    - The simplified language provides that the first assurance report in respect of a designated interest rate benchmark with a benchmark contributor is to be prepared 6 months after the designation of the benchmark, with a 3-month look-back period.
    - In addition, we have included references to the code of conduct referred to in section 23 of Regulation 25-102 for benchmark contributors in new paragraphs 36(1)(b) and 37(1)(c) of Regulation 25-102 as a matter to be covered in the reasonable assurance report on controls. The definition of “subject requirements” in Regulation 25-102 was revised accordingly.

We also included revised language in the Policy Statement indicating that we expect the code of conduct to be in place soon after the designation of the benchmark, given the requirement for a first assurance report in respect of a designated interest rate benchmark in new subparagraph 36(2)(a)(i) and paragraph 38(2)(a) of Regulation 25-102.

- ***Critical benchmarks*** – In terms of the timing for a reasonable assurance report on controls in respect of a designated critical benchmark, we revised new subsection 32(2) of Regulation 25-102 to provide for the applicable period for the first report and any subsequent report.

-5-

- **Commodity benchmarks** – In terms of the timing for a reasonable assurance report on controls in respect of a designated commodity benchmark, we revised new subsection 40.13(2) of Regulation 25-102 to provide for the applicable period for the first report and any subsequent report.
- **Transition provision** – We added transition provisions in sections 10, 11 and 12 of the amending regulation that will apply in respect of an interest rate benchmark without a benchmark contributor that was designated before the effective date of the Amendments.

### Contents of Annexes

This Notice includes the following Annex:

Annex A: Summary of Comments and CSA Responses

### Questions

Please refer your questions to any of the following:

Serge Boisvert  
Senior Policy Coordinator  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, extension 4358  
[serge.boisvert@lautorite.qc.ca](mailto:serge.boisvert@lautorite.qc.ca)

Roland Geiling  
Derivatives Product Analyst  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, extension 4323  
[roland.geiling@lautorite.qc.ca](mailto:roland.geiling@lautorite.qc.ca)

Marie-Andrée Beaulieu  
Senior Policy Advisor  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, extension 4369  
[marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca](mailto:marie-andree.beaulieu@lautorite.qc.ca)

Michael Bennett  
Senior Legal Counsel, Corporate Finance  
Ontario Securities Commission  
416-593-8079  
[mbennett@osc.ca](mailto:mbennett@osc.ca)

Darren Sutherland  
Senior Accountant, Corporate Finance  
Ontario Securities Commission  
416-593-8234  
[dsutherland@osc.ca](mailto:dsutherland@osc.ca)

Harvey Steblyk  
Senior Legal Counsel, Market Regulation  
Alberta Securities Commission  
403-297-2468  
[harvey.steblyk@asc.ca](mailto:harvey.steblyk@asc.ca)

Janice Cherniak  
Senior Legal Counsel, Market Regulation  
Alberta Securities Commission  
403-585-6271  
[janice.cherniak@asc.ca](mailto:janice.cherniak@asc.ca)

-6-

Michael Brady  
Deputy Director, Capital Markets Regulation  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6561  
[mbrady@bcsc.bc.ca](mailto:mbrady@bcsc.bc.ca)

Faisal Kirmani  
Senior Analyst, Derivatives  
British Columbia Securities Commission  
604-899-6844  
[fkirmani@bcsc.bc.ca](mailto:fkirmani@bcsc.bc.ca)

## ANNEX A

## SUMMARY OF COMMENTS AND CSA RESPONSES

**A. List of Commenters**

CanDeal Benchmark Administration Services Inc.

**B. Defined Terms**

In this Annex,

“**Amendments**” means the *Regulation to amend Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators* published with this notice.

“**Regulation 25-102**” means *Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators*.

“**Draft Amendments**” means the draft amendments to Regulation 25-102 published for comment on May 30, 2024.

**C. Draft Amendments***Comments on the Draft Amendments*

No.	Subject	Summarized Comment	CSA Response
1.	Timing for a first reasonable assurance report on controls for a designated benchmark	The commenter appreciated that the Draft Amendments clarify that a designated benchmark administrator of a designated interest rate benchmark may use the date of designation of the benchmark as a reference date for the timeline to prepare its first reasonable assurance report on controls.	We thank the commentor for their comment in support of the reference to “designation of the benchmark” in what is now new subparagraphs 36(2)(a)(i) and (ii) and of Regulation 25-102.  We note that there is a similar reference in what is now new paragraph 13.1(2)(a) of Regulation 25-102 for designated

No.	Subject	Summarized Comment	CSA Response
			<p>benchmark administrators subject to draft new section 13.1 of Regulation 25-102.</p> <p>We also note that there is a similar reference in what is now new paragraph 38(2)(a) of Regulation 25-102 for the first reasonable assurance report on controls of a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark.</p> <p>For reasons of consistency, we have made a similar change for designated critical benchmarks and designated commodity benchmarks – see new paragraphs 32(2)(a) and 40.13(2)(a) of Regulation 25-102.</p> <p>We also added transition provisions in sections 10, 11 and 12 of the amending regulation that will apply in respect of an interest rate benchmark without a benchmark contributor that was designated before the effective date of the Amendments.</p>
2.	Time when a public accountant must provide a reasonable assurance report on controls	The commenter appreciated the clarifications in the Draft Amendments regarding the timelines to conduct reasonable assurance reviews and for public accounting firms to provide the reasonable assurance reports on	We thank the commenter for their comment in support of the clarifications in the Draft Amendments.

No.	Subject	Summarized Comment	CSA Response
		controls for designated benchmark administrators.	

*Specific Questions in the CSA Notice and Request for Comment dated May 30, 2024 relating to the Draft Amendments*

No.	Subject	Summarized Comment	CSA Response
1.	<p><i>Revised assurance report requirements</i> - The Draft Amendments provide that a reasonable assurance report on controls must consider whether controls operated effectively over “the applicable period”. For the first reasonable assurance report on controls to be provided for a designated critical benchmark or a designated interest rate benchmark, the applicable period is specified to be a 3-month “look back” period. Is the proposed 3-month “look back” period an appropriate period for the first reasonable assurance report on controls to be so provided?<sup>1</sup></p>	<p>The commenter believes that a 3-month “look back” period is appropriate for the first reasonable assurance report on controls to be provided for such a benchmark.</p> <p>The commenter believes that a designated benchmark administrator should not commence its operations without having implemented a solid set of baseline controls that operate effectively. The commenter noted that while these controls may be augmented over time, they should be in place and ready to be tested in the first six months from the designation of the benchmark.</p>	<p>We thank the commenter for their comment.</p> <p>We believe that the proposed look-back period for the first assurance report will help to ensure that relevant controls are implemented and operating effectively within an appropriate period following designation without imposing an undue burden on the relevant benchmark administrator.</p>

<sup>1</sup> The Draft Amendments contemplated that:

- For the first assurance report for a designated benchmark, the applicable period is 3 months, as set out in the following draft provisions of Regulation 25-102, as applicable: paragraphs 13.1(4)(a), 32(4)(a), 36(4)(a), 38(4)(a) and 40.13(4)(a).
- The purpose of this abbreviated period of 3 months is to recognize that a designated benchmark administrator may need time to prepare and implement the policies, procedures and controls required by Regulation 25-102 in the first 12 months after they are designated and to “work out the bugs”.
- Regulation 25-102 should only require a first assurance report after the designated benchmark administrator has “worked out the bugs” – i.e., for the last 3 months of the 12 months in question.

No.	Subject	Summarized Comment	CSA Response
2.	<p><i>Revised assurance report requirements</i> - Draft subsections 33(2) and 37(2) of Regulation 25-102 provide that a benchmark contributor must ensure that a reasonable assurance report on controls is provided by a public accountant to the benchmark contributor within 90 days of a request of the oversight committee. Is the proposed 90-day period a sufficient period of time? Should it be a shorter period?</p>	We received no comments on this question.	Not applicable.
3.	<p><i>New assurance report provisions</i> - By way of background,</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• the assurance report provisions in the existing version of Regulation 25-102 only apply to designated commodity benchmarks, designated critical benchmarks and designated interest rate benchmarks, and</li> <li>• the Draft Amendments include a new assurance report provision (draft section 13.1 of Regulation 25-102) that would apply to any other benchmark that is designated by a decision of an Authority (e.g., a crypto asset benchmark that is not a commodity benchmark or a term rate benchmark that is not an interest rate benchmark).</li> </ul> <p>In this context, do you:</p>	We received no comments on this question.	Not applicable.

No.	Subject	Summarized Comment	CSA Response
	<p>(a) agree that draft section 13.1 of Regulation 25-102 is appropriate, or</p> <p>(b) have alternative proposals for a different type of assurance report that may be more appropriate for a crypto asset benchmark but still provide a sufficient level of assurance for a public accountant to conclude on the operating effectiveness of controls?</p>		
4.	<p><i>New assurance report provisions</i> - What issues would an accounting firm encounter in providing an assurance report on a crypto asset benchmark that it would not otherwise face when providing an assurance report on a commodity benchmark or an interest rate benchmark?</p>	<p>We received no comments on this question.</p>	<p>Not applicable.</p>

## REGULATION TO AMEND REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS

### Securities Act

(chapter V-1.1, s. 186.2.0.1, s. 331.1, par. (1), (3), (9.3), (9.5), (9.6), (19), (19.1) and (34), and s. 333)

1. Section 1 of Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators (chapter V-1.1, r. 8.2) is amended, in paragraph (1):

(1) by striking out the definitions of “CSAE 3000”, “CSAE 3001”, “CSAE 3530”, “CSAE 3531” and “ISAE 3000”;

(2) by striking out the definition of “limited assurance report on compliance”;

(3) by replacing the definition of “reasonable assurance report on compliance” by the following:

““reasonable assurance report on controls” means a report prepared on a reasonable assurance basis

(a) by a public accountant, on the statement of an individual or management of a person, as applicable, that

(i) relates to the description, design and implementation of policies, procedures and controls by the individual or management with respect to applicable subject requirements, and

(ii) states whether those policies, procedures and controls operated effectively over the applicable period, and

(b) in accordance with

(i) the Handbook, or

(ii) International Standards on Assurance Engagements set by the International Auditing and Assurance Standards Board, as amended from time to time;”;

(4) in the definition of “subject requirements”:

(a) by inserting, in the text preceding subparagraph (a), the following subparagraph:

“(a.0) paragraphs 13(1)(a) and (b)”;

(b) by replacing “(a) and (b)”, in subparagraphs (c) and (d), by “(a), (b) and (c)”.

2. Section 5 of the Regulation is amended by replacing “, a public accountant’s limited assurance report on compliance or a reasonable assurance report on compliance”, in subparagraph (b) of paragraph (2), by “or a reasonable assurance report on controls”.

3. Section 7 of the Regulation is amended by replacing “, or any public accountant’s limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance”, in subparagraphs (f) and (g) of paragraph (8), by “or any reasonable assurance report on controls”.

4. The Regulation is amended by inserting, after section 13, the following:

**“Assurance report on designated benchmark administrator**

**13.1.** (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated benchmark it administers that is not a designated critical benchmark, a designated interest rate benchmark or a designated commodity benchmark, relating to

(a) the designated benchmark administrator's compliance with sections 5, 8 to 16 and 26, and

(b) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 24 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.”.

5. Sections 32 and 33 of the Regulation are replaced by the following:

**“Assurance report on designated benchmark administrator**

**32.** (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated critical benchmark it administers, relating to

(a) the designated benchmark administrator's compliance with sections 5, 8 to 16 and 26, and

(b) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated critical benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing on the first day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 12 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

**“Assurance report on benchmark contributor requested by oversight committee**

**33.** (1) If requested by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern relating to a benchmark contributor to a designated critical benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls relating to

- (a) the benchmark contributor’s compliance with section 24, and
- (b) whether the benchmark contributor follows the methodology of the designated critical benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is 3 months, 6 months, 9 months or 12 months, as specified in a request referred to in that subsection.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the benchmark contributor not later than 90 days after a request referred to in that subsection.

(4) For the purposes of subsection (1), a benchmark contributor must, not later than 100 days after a request of the oversight committee referred to in that subsection, deliver a copy of a report referred to in that subsection to

- (a) the oversight committee,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator that established the oversight committee referred to in paragraph (a), and
- (c) the regulator or securities regulatory authority.”.

**6.** Sections 36 to 38 of the Regulation are replaced by the following:

**“Assurance report on designated benchmark administrator**

**36.** (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated interest rate benchmark it administers, relating to

- (a) the designated benchmark administrator’s compliance with sections 5, 8 to 16, 26 and 34,
- (b) for a benchmark with a benchmark contributor, the designated benchmark administrator’s compliance with section 23, and
- (c) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated interest rate benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is:

- (a) in the case of a first report,
  - (i) for a benchmark with a benchmark contributor, the period commencing 3 months and one day after the date of designation of the benchmark and ending 6 months after that date, or

(ii) for a benchmark without a benchmark contributor, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of the benchmark and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 24 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

**“Assurance report on benchmark contributor requested by oversight committee**

**37.** (1) If requested by the oversight committee referred to in section 7 as a result of a concern relating to a benchmark contributor to a designated interest rate benchmark, the benchmark contributor must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls relating to

- (a) the benchmark contributor’s compliance with sections 24 and 39,
- (b) whether the benchmark contributor follows the methodology of the designated interest rate benchmark, and
- (c) the benchmark contributor’s compliance with the code of conduct referred to in section 23.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is 3 months, 6 months, 9 months or 12 months, as specified in a request referred to in that subsection.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the benchmark contributor not later than 90 days after a request referred to in that subsection.

(4) For the purposes of subsection (1), a benchmark contributor must, not later than 100 days after a request of the oversight committee referred to in that subsection, deliver a copy of a report referred to in that subsection to

- (a) the oversight committee,
- (b) the board of directors of the designated benchmark administrator that established the oversight committee referred to in paragraph (a), and
- (c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.

**“Assurance report on benchmark contributor required at certain times**

**38.** (1) A benchmark contributor to a designated interest rate benchmark must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls relating to

- (a) the benchmark contributor’s compliance with sections 24 and 39,
- (b) whether the benchmark contributor follows the methodology of the designated interest rate benchmark, and

(c) the benchmarks contributor's compliance with the code of conduct referred to in section 23.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 3 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 6 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 24 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the benchmark contributor not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a benchmark contributor must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), deliver a copy of the report to

(a) the oversight committee referred to in section 7,

(b) the board of directors of the designated benchmark administrator that established the oversight committee referred to in paragraph (a), and

(c) the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.”.

7. Section 39 of the Regulation is amended by replacing “limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance”, in subparagraph (b) of paragraph (8), by “reasonable assurance report on controls”.

8. Section 40.13 of the Regulation is replaced by the following:

**“Assurance report on designated benchmark administrator**

**40.13.** (1) A designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, in respect of each designated commodity benchmark it administers, relating to

(a) the designated benchmark administrator's compliance with subsection 5(1) and sections 11 to 13, 40.3, 40.4, 40.6, 40.7, and 40.9 to 40.12, and

(b) whether the designated benchmark administrator follows the methodology of the designated commodity benchmark.

(2) For the purposes of subsection (1), the applicable period of a report referred to in that subsection is,

(a) in the case of a first report, the period commencing 9 months and one day after the date of designation of a benchmark referred to in that subsection and ending 12 months after that date, and

(b) in the case of a report that is not the first report, the period commencing one day after the end of the applicable period of the report preceding the subsequent report and ending 12 months after the end of that period.

(3) For the purposes of subsection (1), an engagement referred to in that subsection must require a public accountant to provide a report referred to in that subsection to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period under subsection (2).

(4) For the purposes of subsection (1), a designated benchmark administrator must, not later than 100 days after the end of the applicable period under subsection (2) of a report referred to in subsection (1), publish the report and deliver a copy of the report to the regulator, except in Québec, or securities regulatory authority.”.

9. The Regulation is amended by replacing all occurrences of “limited assurance report on compliance or reasonable assurance report on compliance”, in sections 24, 26 and 40.11, by “reasonable assurance report on controls”.

#### **Transition**

##### **Applicable period of first report – designated interest rate benchmark without a benchmark contributor**

10. Despite subparagraph (ii) of subparagraph (a) of paragraph (2) of section 36 of the Regulation, as enacted by this Regulation, if a designated interest rate benchmark without a benchmark contributor was designated before the coming into force of this Regulation, the applicable period of the first report referred to in subparagraph (ii) of subparagraph (a) of paragraph (2) of section 36, as enacted by this Regulation, is the period commencing on 1 May 2025 and ending on 30 April 2026.

##### **First report – designated interest rate benchmark without a benchmark contributor**

11. Despite paragraph (3) of section 36 of the Regulation, as enacted by this Regulation, if a designated interest rate benchmark without a benchmark contributor was designated before the coming into force of this Regulation, the engagement referred to in paragraph (1) of section 36, as enacted by this Regulation, must require the public accountant to provide the first report referred to in paragraph (3) of section 36, as enacted by this Regulation, to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the coming into force of this Regulation.

##### **Publication and delivery of first report – designated interest rate benchmark without a benchmark contributor**

12. Despite paragraph (4) of section 36 of the Regulation, if a designated interest rate benchmark without a benchmark contributor was designated before the coming into force of this Regulation, a designated benchmark administrator must publish and deliver the first report referred to in paragraph (4) of section 36, as enacted by this Regulation, to the regulator, except in Québec, or the securities regulatory authority not later than 100 days after the coming into force of this Regulation.

#### **Effective date**

13. (1) This Regulation comes into force on 5 May 2026.

(2) In Saskatchewan, despite paragraph (1), if this Regulation is filed with the Registrar of Regulations after 5 May 2026, this Regulation comes into force on the day on which it is filed with the Registrar of Regulations.

**CHANGES TO POLICY STATEMENT TO REGULATION 25-102 RESPECTING DESIGNATED BENCHMARKS AND BENCHMARK ADMINISTRATORS**

1. Part 1 of *Policy Statement to Regulation 25-102 respecting Designated Benchmarks and Benchmark Administrators* is changed, under the heading “**Definitions and Interpretation**”:

(1) by replacing “s. 1(3)”, in the second paragraph under the item “**Subsection 1(1) – Definition of input data**”, by “subsection 1(3)”;

(2) by replacing the item “**Subsection 1(1) – Definitions of limited assurance report on compliance and reasonable assurance report on compliance**” by the following:

**“Subsection 1(1) – Definition of reasonable assurance report on controls**

A “reasonable assurance report on controls” must be prepared in accordance with the applicable Canadian Standard on Assurance Engagements (CSAE) under the Handbook or the applicable International Standard on Assurance Engagements (ISAE). The applicable CSAE and ISAE require that any public accountant that prepares such a report be independent.

In the Regulation, “Handbook” has the meaning set out in *Regulation 14-101 respecting Definitions*.

A reasonable assurance report on controls is required, as applicable, by sections 13.1, 32, 33, 36, 37, 38 and 40.13 of the Regulation.

- The definition of “reasonable assurance report on controls” refers to “applicable subject requirements”. The term “subject requirements” is defined in subsection 1(1) of the Regulation and refers to paragraphs 13.1(1)(a) and (b), 32(1)(a) and (b), 33(1)(a) and (b), 36(1)(a), (b) and (c), 37(1)(a), (b) and (c), 38(1)(a), (b) and (c) and 40.13(1)(a) and (b) of the Regulation.

- The reference to “12 months” in paragraphs 32(2)(b) and 40.13(2)(b) of the Regulation refers to a period of 12 consecutive months and does not need to correspond to a calendar year or a financial year of a designated benchmark administrator.

- The definition of “reasonable assurance report on controls” refers to “applicable period” (which is relevant for the reference to “the applicable period for the report” in subsections 13.1(2), 32(2), 33(2), 36(2), 37(2), 38(2) and 40.13(2) of the Regulation). In the future, we will generally plan to arrange for any future designation of a benchmark to occur at the end of a month, in order to facilitate the applicable periods for future assurance reports required under the Regulation for the designated benchmark.

- In the case of a reasonable assurance report on controls requested by an oversight committee under section 33 or 37 of the Regulation, the oversight committee would specify the beginning and the end of the applicable period for the report, as contemplated by subsections 33(2) and 37(2) of the Regulation, respectively.

**“First and subsequent reasonable assurance report on controls**

Sections 13.1, 32, 36, 38 and 40.13 of the Regulation specify the timing for:

- the first assurance report for a designated benchmark after its designation, and
- any subsequent assurance report.

In all cases, the report must be provided to the designated benchmark administrator not later than 90 days after the end of the applicable period for the report.

In the case of the first assurance report for a designated interest rate benchmark with a benchmark contributor, the applicable period commences 3 months and one day after the designation of the benchmark and ends 6 months after the designation of the benchmark. This is intended to result in a first report covering a three-month “look-back” period.

In the case of the first assurance report for any other designated benchmark, the applicable period commences 9 months and one day after the designation of the benchmark and ends 12 months after the designation of the benchmark. This is intended to result in a first report covering a three-month “look-back” period.

For a designated critical benchmark and a designated commodity benchmark, a subsequent assurance report is required every 12 months. The applicable period commences one day after the end of the applicable period of the prior report and ends 12 months after the end of the applicable period of the prior report. This is intended to result in a reasonable assurance report covering a 12-month period provided each year following the first report.

For a designated interest rate benchmark and any other designated benchmark (other than a designated critical benchmark and a designated commodity benchmark), a subsequent assurance report is required every 24 months. The applicable period commences 12 months and one day after the end of the applicable period of the prior report and ends 24 months after the end of the applicable period of the prior report. This is intended to result in a reasonable assurance report covering a 12-month period provided every other year following the first report.

#### ***“Examples***

As an example of a subsequent assurance report required every 12 months, subsection 32(2) of the Regulation applies to designated critical benchmarks and provides that for purposes of subsection 32(1) of the Regulation, the applicable period for the report is:

- in the case of the first report for a designated critical benchmark, the period commencing 9 months and one day after the designation of the benchmark and ending 12 months after the designation of the benchmark, and
- in the case of any subsequent report for a designated critical benchmark, the period commencing one day after the end of the applicable period for the prior report and ending 12 months after the end of the applicable period for the prior report.

#### ***First report***

- A critical benchmark subject to section 32 of the Regulation is designated on June 30, 2026.
- 9 months and one day after June 30, 2026 is April 1, 2027.
- 12 months after June 30, 2026 is June 30, 2027.
- The applicable period for the first report is April 1, 2027 to June 30, 2027.

#### ***Next subsequent report***

- One day after June 30, 2027 is July 1, 2027.

- 12 months after June 30, 2027 is June 30, 2028.
- The applicable period for the next subsequent report is July 1, 2027 to June 30, 2028.

As an example of a subsequent assurance report required every 24 months, subsection 13.1(2) of the Regulation applies to a designated benchmark that is not a designated critical benchmark, a designated interest rate benchmark or a designated commodity benchmark and provides that for the purposes of subsection 13.1(1) of the Regulation, the applicable period for the report is:

- in the case of the first report for a designated benchmark, the period commencing 9 months and one day after the designation of the benchmark and ending 12 months after the designation of the benchmark, and
- in the case of any subsequent report for a designated benchmark, the period commencing 12 months and one day after the end of the applicable period for the prior report and ending 24 months after the end of the applicable period for the prior report.

#### *First report*

- A benchmark subject to section 13.1 of the Regulation is designated on June 30, 2026.
- 9 months and one day after June 30, 2026 is April 1, 2027.
- 12 months after June 30, 2026 is June 30, 2027.
- The applicable period for the first report is April 1, 2027 to June 30, 2027.

#### *Next subsequent report*

- 12 months and one day after June 30, 2027 is July 1, 2028.
- 24 months after June 30, 2027 is June 30, 2029.
- The applicable period for the next subsequent report is July 1, 2028 to June 30, 2029.”.

2. Part 8 of the Policy Statement is changed by replacing the first paragraph, in division 2 and under the heading “**Subsection 36(1) – Assurance report for designated interest rate benchmark**”, by the following:

“Subsection 36(1) of the Regulation provides that a designated benchmark administrator must engage a public accountant to provide a reasonable assurance report on controls, relating to the designated benchmark administrator's compliance with certain sections of the Regulation and whether the designated benchmark administrator follows the methodology of each designated interest rate benchmark it administers.

“Section 23 of the Regulation requires that a designated interest rate benchmark with a benchmark contributor must have a code of conduct for benchmark contributors. We expect that code of conduct to be in place soon after the designation of the benchmark, given the requirement for a first assurance report in respect of a designated benchmark administrator in subparagraph 36(2)(a)(i) of the Regulation and a benchmark contributor in paragraph 38(2)(a) of Regulation.”.

3. Part 8.1 of the Policy Statement is changed:

(1) by replacing “limited assurance report or a reasonable assurance report”, in the sixth bullet of the first paragraph under the heading “**Publication of information**”, by “reasonable assurance report on controls”;

(2) by replacing “an assurance report”, in the second paragraph under the heading “**Subsections 40.1(3) and (4) – Dual designation as a commodity benchmark and a regulated-data benchmark**”, by “a reasonable assurance report on controls”;

(3) by striking out the item “**Section 40.13 – Assurance report on designated benchmark administrator**”.